

Curriculum vitae

Arnaud DURANTHON

Maître de conférences de droit public à l'Université de Strasbourg

Membre de l'Institut de recherches Carré de Malberg (IRCM, UR 3399)

Membre du GIS Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE)

Membre du Conseil National des Universités

Né le 14.XI.1986 à Toulouse

Sciences Po Strasbourg

École de l'Université de Strasbourg

Bureau 410

7 rue de l'Écarlate, CS 20024

67082 STRASBOURG CEDEX

Faculté de droit
de sciences politiques et de gestion
Université de Strasbourg

Vestiaire 20 / Bureau 513

1 place d'Athènes, B.P. 66

67045 STRASBOURG CEDEX



- CURSUS UNIVERSITAIRE ET DIPLÔMES -

- 2015 DOCTORAT EN DROIT PUBLIC de l'Université Toulouse 1 Capitole avec *mention très honorable, félicitations du jury, autorisation de publication en l'état et proposition pour un prix de thèse*.
Thèse sous la direction de M. le professeur Philippe RAIMBAULT consacrée au sujet « *Subsidiarité et collectivités territoriales. Étude sur la subsidiarisation des rapports entre État et collectivités en droit public français* », soutenue le 2 décembre 2015, devant un jury composé de M^{me} et MM. les professeurs Jean-François BRISSON (Université de Bordeaux, président), Bertrand FAURE (Université de Nantes, rapporteur), Laetitia JANICOT (Université de Cergy-Pontoise, rapporteur), Jean-Gabriel SORBARA, (Université Toulouse 1 Capitole, suffragant).
-> *Premier prix de thèse du Sénat 2016 ;*
-> *Prix Bazille de l'Académie de législation 2016 ;*
-> *Prix Maurice Hauriou de l'Université Toulouse Capitole 2016.*
- 2009 *Admissible au concours externe de l'École Nationale d'Administration (ENA).*
DIPLÔME DE SCIENCES PO AIX, spécialité relations internationales, *mention assez bien*.
MASTER 2 POLITIQUE COMPARÉE ET AFFAIRES PUBLIQUES, mention Carrières publiques, Sciences Po Aix/Université Aix-Marseille III, *mention assez bien*. Mémoire de recherche intitulé « *La question institutionnelle en Nouvelle-Calédonie* », sous la direction de MM. Pierre LANGERON, maître de conférences en droit public et Yves LUCHAIRE, professeur de droit public à Sciences Po Aix.
- 2007 Entrée sur concours en quatrième année à l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence (Sciences Po Aix).
LICENCE EN DROIT de l'Université Toulouse 1 Capitole, spécialité droit public, *mention bien*.
- 2004 BACCALAURÉAT série économique et sociale (ES), académie de Toulouse, *mention bien*.

- CERTIFICATION PROFESSIONNELLE -

- 2023 CERTIFICATION PROFESSIONNELLE DE RESPONSABLE EN MANAGEMENT DES ORGANISATIONS, option « *management stratégique* », Centre de doctrine et d'enseignement du commandement, Ministère des armées.

- PARCOURS PROFESSIONNEL ET EXPÉRIENCE UNIVERSITAIRE -

PARCOURS PROFESSIONNEL DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Sept. 2016-	Maître de conférences de droit public à l'Université de Strasbourg.
Mars 2016	Qualification aux fonctions de maître de conférences, section droit public.
2014-2016	Chargé d'enseignement vacataire à Sciences Po Toulouse et à l'Université Toulouse 1 Capitole.
2012-2014	Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (mi-temps) à Sciences Po Toulouse.
2009-2012	Chargé d'enseignement vacataire à l'Université Toulouse 1 Capitole (facultés de droit et d'AES), à Sciences Po Toulouse, à l'Université Toulouse 3 Paul Sabatier (IFSI) et à la faculté libre de droit de Toulouse.

DESCRIPTIF DES ENSEIGNEMENTS RÉALISÉS

◇ COURS MAGISTRAUX

➤ État, Nation et territoire(s) : les institutions du local (Deuxième année)

Cours réalisé à Sciences Po Strasbourg.

Thèmes traités : Le cours livre une approche historique et théorique des institutions locales afin de permettre aux étudiants de saisir la complexité des équilibres contemporains du droit des collectivités territoriales.

Volume horaire : 24 heures, année universitaire 2022-2023, 2023-2024.

➤ Droit des collectivités territoriales (Master 2 ALORE, Prep'ENA-INET)

Cours réalisé à Sciences Po Strasbourg.

Thèmes traités : Histoire des relations entre État et collectivité ; La loi NOTRe ; Les collectivités d'outre-mer ; La nouvelle gouvernance locale ; Régionalisation et métropolisation...

Volume horaire : 30 heures (x2), années universitaires 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024.

➤ Droit de la responsabilité administrative (L3 droit)

Cours réalisé à l'Université de Strasbourg.

Volume horaire : 33 heures, année universitaire 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024.

➤ Droit administratif général (Prépa G, IPAG)

Cours réalisé à l'Université de Strasbourg.

Volume horaire : 60 heures, année universitaire 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022.

➤ Institutions administratives (L1 droit, L1 AES, cursus JEP)

Cours réalisé à l'Université de Strasbourg.

Volume horaire : 32 heures (x3), années universitaires 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2022-2023.

➤ Libertés publiques (L3 droit)

Cours réalisé à l'Université de Strasbourg.

Volume horaire : 32 heures, années universitaires 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019.

➤ Numerique et droits fondamentaux (M2 Cyberjustice)

Cours réalisé à l'Université de Strasbourg.

Volume horaire : 15 heures, année universitaire 2018-2019.

➤ Méthodologie des concours administratifs (M1 droit public)

Cours réalisé à l'Université Toulouse 1 Capitole.

Volume horaire : 10 heures, années universitaires 2016-2017, 2017-2018.

➤ Théorie de l'intégration des ordres juridiques (M1 Études européennes et internationales)

Cours réalisé à Sciences Po Strasbourg.

Volume horaire : 32 heures, année universitaire 2016-2017.

➤ Droit et politique des interventions économiques des collectivités territoriales (M2 Administrations locales et régionales en Europe)

Cours réalisé à Sciences Po Strasbourg.

Volume horaire : 15 heures, année universitaire 2016-2017.

➤ Droit administratif général (L2 droit)

Cours réalisé à la faculté libre de droit de Toulouse, établissement conventionné avec l'Université Toulouse 1 Capitole pour la délivrance du diplôme de Licence.

Direction d'une équipe pédagogique.

Volume horaire : 30 heures, premier semestre de l'année universitaire 2010-2011.

➤ Droit international public (L3 droit)

Cours réalisé à la faculté libre de droit de Toulouse, établissement conventionné avec l'Université Toulouse 1 Capitole pour la délivrance du diplôme de Licence.

Volume horaire : 30 heures, premier semestre de l'année universitaire 2011-2012.

➤ Culture générale & juridique (L3 droit et AES)

Cours réalisé au centre universitaire de Montauban, antenne délocalisée de l'Université Toulouse 1 Capitole.

Thèmes traités : Qu'est-ce que le droit ? ; Politique, pouvoir & État ; La représentation : fondements et mutations contemporaines ; La société face au risque ; La désobéissance ; Le droit face à l'Histoire.

Volume horaire : 15 heures, deuxième semestre de l'année universitaire 2011-2012.

◇ SÉMINAIRES

➤ La hiérarchie des normes (INSP, étudiants du cycle international)

Cours réalisé à l'Institut national du service public

Volume horaire : 6 heures, 2021, 2022, 2022-2023, 2023-2024.

➤ Les institutions administratives locales (ENA, étudiants du cycle international)

Cours réalisé à l'École Nationale d'Administration/Institut national du service public

Volume horaire : 6 heures, 2018, 2019, 2020, 2021.

◇ TRAVAUX DIRIGÉS

➤ Droit administratif général (L2 droit et AES)

Travaux dirigés dispensés dans le cadre des cours de MM. les professeurs Xavier BIOY, Jean-Gabriel SORBARA et de M^{mes} Delphine ESPAGNO et Hiam MOUANNÈS.

Volume horaire : 180 heures annuelles en 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012 ; 54 heures en 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ; 18 heures en 2015-2016.

➤ Droit constitutionnel (L1 droit, 1^{ère} année de Sciences Po et Licence d'administration publique)

Travaux dirigés dispensés dans le cadre des cours de M. le professeur Jean-Marie CROUZATIER, M. Christopher CHARLES et Mme Valérie LARROSA.

◇ FORMATION & CONFÉRENCES

➤ Intervention devant les élèves de l'Institut National des Études Territoriales (INET)

« Décentraliser : qu'est-ce à dire ? »

Volume horaire : deux heures, 2023.

➤ Intervention devant les élèves de l'École Nationale d'Administration (ENA)

« La collectivité européenne d'Alsace »

Volume horaire : trois heures, 2019.

➤ Formation des élus

Formation des élus locaux aux évolutions du cadre institutionnel de l'administration locale.

Thèmes traités : Métropolisation, Régions, Fusions, Mutualisations.

Volume horaire : plusieurs sessions de formation en 2018-2019.

➤ Déontologie & responsabilité des soins infirmiers (1^{ère} et 2^{ème} année d'IFSI)

Cours réalisés dans plusieurs Instituts de Formation aux Soins Infirmiers (IFSI) de la région Midi-Pyrénées dans le cadre d'un partenariat entre les facultés de droit et de médecine de Toulouse.

Direction d'une équipe pédagogique composée de cadres de santé.

Volume horaire : 45 heures en 2010-2011, 55 heures en 2011-2012.

➤ Collectivités territoriales et environnement (M2 Droit de l'environnement, des territoires et des risques)

Cours réalisé à l'Université de Strasbourg.

Volume horaire : 6 heures, années universitaires 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020.

➤ Contentieux administratif de l'environnement (M2 Droit de l'environnement, des territoires et des risques)

Cours réalisé à l'Université de Strasbourg.

Volume horaire : 6 heures, années universitaires 2018-2019, 2019-2020.

Volume horaire : 15 heures annuelles, années universitaires 2009-2010, 2012-2013 et 2013-2014.

➤ Droit international public (L3 droit)

Travaux dirigés dispensés dans le cadre du cours de M. le professeur Pierre-Marie MARTIN.

Volume horaire : 15 heures, année universitaire 2011-2012.

➤ Droit institutionnel de l'Union européenne (2^{ème} année de Sciences Po Toulouse)

Travaux dirigés dispensés dans le cadre du cours de M^{me} le professeur Nicole BELLOUBET.

Volume horaire : 18 heures, année universitaire 2011-2012.

➤ Formation aux concours administratifs et examens professionnels

Formation aux épreuves de la **note de synthèse**, de la **note de proposition** et de la **reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle** pour les concours et examens professionnels d'ingénieur des travaux publics de l'État (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable), d'attaché (Ministère de l'Intérieur), de greffier (Ministère de la Justice) et de secrétaire administratif (Caisse des dépôts et consignations), dans le cadre des formations internes organisées par les ministères.

Thèmes traités : Formation à la méthodologie des épreuves écrites et orales des concours administratifs et examens professionnels.

Volume horaire : plusieurs sessions de formation de deux ou trois jours en de 2011 à 2013.

➤ Formation des volontaires du service civique

Conférences de formation des volontaires du service civique de la région toulousaine pour le compte de l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville (AFEV).

Thèmes traités : Égalité et équité ; la citoyenneté.

Volume horaire : 8 heures annuelles en 2011 et 2012.

Conférence consacrée au thème « *Décentralisation et métropolisation* » destinée à situer les effets juridiques de la transformation de l'ancienne communauté urbaine en métropole et à expliciter le cadre juridique des transferts de compétences et de personnels (mars 2014).

Volume horaire : 2 heures.

➤ *Conférence aux agents de Toulouse Métropole*

◇ FORMATION À DISTANCE

Formation à distance en droit constitutionnel dans le cadre du certificat d'études politiques « *Clés d'analyse du monde contemporain* » de Sciences Po Toulouse.

Modalités : Actualisation des cours en ligne, réponse aux questions des étudiants sur des forums et des chats, organisation et correction des examens.

Volume horaire : équivalent de 10 heures TD, année universitaire 2013-2014.

- ACTIVITÉS DE RECHERCHE -

ACTIVITÉ DE RECHERCHE INDIVIDUELLE

◇ TRAVAUX UNIVERSITAIRES

- *Subsidiarité et collectivités territoriales. Étude sur la subsidiarisation des rapports entre État et collectivités en droit public français*, thèse de doctorat en droit public soutenue en décembre 2015 sous la direction de M. le professeur Philippe RAIMBAULT, parue en 2017 aux éditions Dalloz, coll. Bibliothèque parlementaire & constitutionnelle, 1014 p.
- *La question institutionnelle en Nouvelle-Calédonie*, mémoire soutenu en mars 2008 sous la direction de M. Pierre LANGERON, maître de conférences en droit public à Sciences Po Aix.

◇ RAPPORTS

- *Le destin contrarié de la décentralisation française*. Étude (180 p.) pour Départements de France (DF), remise le 1^{er} octobre 2023. En cours de publication. Travail assorti d'une participation en tant qu'expert invité aux tables-rondes des Assises nationales des départements de France de Strasbourg.
- *Collectivité européenne d'Alsace et organisation de la profession notariale. À propos de l'article 5 de la loi du 2 août 2019*. Étude (12 p.) pour la chambre départementale des notaires du Bas-Rhin, remise le 26 mars 2020.
- *L'institution départementale à l'heure métropolitaine : quelles perspectives ?* Étude (129 p.) pour l'Assemblée des Départements de France (ADF) remise le 17 octobre 2018. Publié aux éditions L'Harmattan, 2019, 238 p., avec une préface de Gérard LARCHER, président du Sénat et une postface de Dominique BUSSEREAU, président de l'ADF.

◇ ARTICLES

- « Les collectivités territoriales et la police administrative : quelles spécificités ? » in Duranthon Arnaud (dir.), *Peut-on encore définir la collectivité territoriale ?*, Actes du colloque annuel de l'AFDCL, L'Harmattan, 2023, pp. 231-250.
- « Que nous dit la "Collectivité européenne d'Alsace" de l'évolution du droit des collectivités territoriales ? Intervention à l'audience solennelle de rentrée du Tribunal administratif de Strasbourg », 2020, [En ligne : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/content/download/168746/1687070/version/1/file/Intervention%20au%20TA%20-%20Audience%20Solennelle.pdf>].
- « Le déclin du syndicat de communes, ou l'effacement forcé du modèle de la subsidiarité intercommunale », *Revue française d'administration publique*, n°172, 2019, p. 905-919.
- « Le compromis de la collectivité européenne d'Alsace », *Pouvoirs locaux*, n° 114, 2019, p. 25.
- « Sur les chemins de crête de la "collectivité européenne d'Alsace" », *Droit administratif*, n° 6-2019, n° 33.
- « Propos introductifs : L'influence du néolibéralisme sur les modalités d'exercice des compétences locales » in DOUENCE Maylis (dir.), *L'exercice des compétences locales : entre rationalisation et créativité*, Actes du colloque annuel de l'AFDCL, L'Harmattan, 2018, pp. 13-39.

- « La subsidiarité peut-elle constituer un paradigme utile ? », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 120, 2019, p. 905 (publication issue du colloque « QSQ 7 » organisé par MAGNON Xavier, MASTOR WANDA, MOUTON Stéphane, VIDAL-NAQUET Ariane, *La fabrique du droit constitutionnel : (ré)interroger les concepts structurants de la science du droit constitutionnel*).
- « 2003-2015 : douze ans d'influence souterraine de l'Europe sur l'évolution institutionnelle de la décentralisation française », in GAUDIN Hélène (dir.) *La Constitution européenne de la France*, Dalloz, 2017, coll. « Thèmes et commentaires », p. 291.
- « Les litiges entre personnes publiques en matière de police administrative », *Droit administratif*, n° 8-9 2017, n° 12.
- « Le droit des collectivités territoriales au milieu du gué. À propos des réformes survenues depuis 2014 et de quelques éléments de leur mise en œuvre », *Droit administratif*, n° 7-2017, p. 15.
- « Jean-Arnaud Mazères, *Magister Juris*. Note de lecture située de l'œuvre de Hermann Hesse, *Le Jeu des Perles de Verre* », in ESPAGNO Delphine, POIROT-MAZÈRES Isabelle, SCHMITZ Julia, TOUZEIL-DIVINA Mathieu (dir.), *Le(s) droit(s) selon & avec Jean-Arnaud Mazères*, Toulouse : L'Épître-Lextenso, 2016, pp. 59-66.
- « Qu'est-ce qu'un micro-État aujourd'hui ? L'exemple des micro-États d'Océanie », *RFDC*, n° 92, octobre 2012, pp. 785-797.
- « Quelle souveraineté pour les micro-États d'Océanie ? », in FABERON Jean-Yves, FAYAUD Viviane, REGNAULT Jean-Marc (dir.), *Destins des collectivités politiques d'Océanie*, Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, coll. Droit d'Outre-mer, 2011, vol. 2, pp. 499-508.
- « What Kind of Sovereignty for the Microstates of Oceania ? » in FABERON Jean-Yves, FAYAUD Viviane, REGNAULT Jean-Marc (dir.), *Destinies of Pacific Commonwealth*, Canberra : ANU, à paraître.

◇ NOTICES DE DICTIONNAIRES & ENCYCLOPÉDIES

- « Intercommunalité » et « métropole » in BENZERFA-ALILAT Manel, LAMARQUE Danièle, ORANGE Géraud (dir.), *Encyclopédie du management public*, IGPDE, coll. Gestion publique, 2022.
- « Jean-Pierre Raffarin » in KADA Nicolas, PASQUIER Romain (dir.), *Les grandes figures de la décentralisation*, Paris : Berger-Levrault, 2019, pp. 701-710.
- « Administration publique », « Collectivité(s) territoriale(s) », « Communauté d'agglomération », « Communauté de communes », « Commune », « Délibération », « Établissement public de coopération intercommunale », « Libre administration (principe de) », « Maire », « Métropole », « Plan local d'urbanisme », « Servitude administrative », « Spécialité (principe de) » (10 000 signes par notice) dans le cadre de TOUZEIL-DIVINA Mathieu, *Dictionnaire de droit public interne*, LexisNexis, 2017.
- « Domaine public local » in KADA Nicolas, PASQUIER Romain, COURTECUISE Claire, AUBELLE Vincent (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, Paris : Berger-Levrault, 2017, pp. 438-444.

◇ NOTES DE JURISPRUDENCE

- « Règlement de(s) compte(s) autour de l'hébergement d'urgence. Note sous CAA Lyon, 30 septembre 2021, *Département du Puy-de-Dôme* », *AJDA*, 2022, p. 357.
- « La reconnaissance d'un droit à l'erreur devant l'horodateur. Note sous CE, 16 juillet 2021, *Commune de Strasbourg* », *AJDA*, 2022, p. 111.
- « Constitutionnalité du recours à l'arbitrage préfectoral en cas de désaccord entre communes. Note sous CE, 11 décembre 2020, *Commune de Carnin* », *AJDA*, 2021, p. 875.
- « À propos d'un cheval de Troie : le Conseil constitutionnel et la suppression clause de compétence générale. Note sous la décision n° 2016- 565 QPC du 16 septembre 2016, *Assemblée des départements de France* », *Constitutions*, n° 4, 2016, pp. 677-686.
- « Partage des compétences, fusion des responsabilités. Note sous TA Paris, 24 mai 2016, *Association la vie Dejean*, n° 1425988 », *AJDA*, n° 35, 2016, p. 2001.
- « Comment lire les dispositions concernant les durées de conservation des données dans le fichier TAJ ? Note sous CE, avis, 30 mars 2016, n° 395119 », *AJDA*, n° 30, 2016, pp. 1701-1704.
- « La consécration attendue d'un contrôle normal des sanctions disciplinaires infligées aux agents publics. Note sous CE, Ass., 13 novembre 2013, *Dahan* », *DA*, février 2014, comm. 11, pp. 30-33.
- « Le droit à l'hébergement d'urgence constitue une liberté fondamentale. Note sous CE, ord. réf., 10 février 2012, *M. Fofana c. Préfet de la région Île-de-France*, *AJDA*, n° 13, 2012, pp. 716-719.
- « La salle du conseil municipal peut-elle afficher un portrait du maréchal Pétain ? Note sous TA Caen, 26 octobre 2010, *Préfet du Calvados* », *DA*, février 2011, comm. 16, pp. 33-35.

◇ CHRONIQUES

- **Coresponsable de la chronique** « Actualité législative et réglementaire » in Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE), *Droit et gestion des collectivités territoriales*, 2022 : « 2021 et le droit des collectivités territoriales : une année de transition », in *Droit et gestion des collectivités territoriales*, Paris : Le Moniteur, 2022.

- **Coresponsable de la chronique** « Actualité législative et réglementaire » in Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE), *Droit et gestion des collectivités territoriales*, 2021 : « 2020 et le droit des collectivités territoriales : une année sous le sceau de l'urgence et de l'adaptation », in *Droit et gestion des collectivités territoriales*, Paris : Le Moniteur, 2021, pp. 329-345.
- **Responsable de la chronique** « Actualité législative et réglementaire » in Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE), *Droit et gestion des collectivités territoriales*, 2020 : « Ajustements ou revirement ? 2019 et le droit des collectivités territoriales », in *Droit et gestion des collectivités territoriales*, Paris : Le Moniteur, 2020, pp. 215-234.
- « Sécurité publique » dans la chronique « Services publics locaux », in Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE), in *Droit et gestion des collectivités territoriales*, Paris : Le Moniteur, 2020, pp. 519-524.

◇ VEILLE JURISPRUDENTIELLE ET LÉGISLATIVE

- « Quand la juridiction oublie d'informer le défendeur à l'instance », *JCPA*, n° 14, 10 avril 2017, act. 277.
- « Précisions sur l'effet suspensif du recours en matière de récupération d'un indu de RSA », *JCPA*, n° 14, 10 avril 2017, act. 276.
- « Autopsie d'une décision illégale de refus d'autopsie », *JCPA*, n° 14, 10 avril 2017, act. 275.
- « Principal, provoqué et incident dans le contentieux de la responsabilité médicale », *JCPA*, n° 14, 10 avril 2017, act. 273.
- « Premier rapport pour le médiateur du livre » in Chronique « Autorités administratives indépendantes et libertés fondamentales » (janvier-juin 2016), *LPA*, n° 249, 14 décembre 2016, p. 4.
- « Une nouvelle autorité administrative indépendante : le médiateur du livre » in Chronique « Autorités administratives indépendantes et libertés fondamentales » (juin-décembre 2014) », *LPA*, n° 127, 22 juin 2015, p. 11.
- « Légalité des procédés d'évaluation créés par le chef de service », *JCPA*, n° 31, 29 juillet 2013, act. 675.
- « RATP et journaux gratuits : suite... et fin ? », *JCPA*, n° 12, 18 mars 2013, act. 257.
- « Sort du pourvoi incident suite à l'annulation prononcée au nom du pourvoi principal », *JCPA*, n° 10, 4 mars 2013, act. 211.
- « Dans quelles conditions un EPCI exerce des compétences en matière de ZAC ? », *JCPA*, n° 51, 24 décembre 2012, act. 899.
- « Redevances autoroutières : d'une prescription, l'autre », *JCPA*, n° 46, 19 novembre 2012, act. 770.

◇ RECENSION D'OUVRAGE & NOTES DE LECTURE

- PERROUD Thomas, CAILLOSSE Jacques, CHEVALLIER Jacques, LOCHAK Danièle, *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, Paris : LGDJ, 2019, 270 p., à la *Revue française d'administration publique*, n° 176, 2020, p. 1075-1077.
- FABERON Florence (dir.), *Diversité de la démocratie. Théorie et comparatisme : les pays de la Mélanésie*, Clermont-Ferrand : Centre Michel de l'Hospital, 2016, 599 p., à la *Revue française de droit constitutionnel*, 2016, pp. 981-984.

ACTIVITÉ DE RECHERCHE COLLECTIVE

◇ DIRECTION D'OUVRAGE COLLECTIF

- Direction de l'ouvrage collectif Arnaud DURANTHON (dir.), *Peut-on encore définir la collectivité territoriale ?*, L'Harmattan, 2023, 359 p.
- Codirection de l'ouvrage collectif Arnaud DURANTHON, Catherine HAGUENAU-MOIZARD, Krzysztof WOJTCZEK (dir.), *L'Autriche-Hongrie des années 1866-1918 : une contribution exceptionnelle à la protection des droits de l'Homme*, Wolf Publishers, 2019, 234 p.
- Codirection de l'ouvrage collectif Émilie DEBAETS, Arnaud DURANTHON, Marc SZTULMAN (dir.), *Les fichiers de police*, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & essais, vol. 83, 2019, 438 p.
- Codirection de l'ouvrage collectif Christophe ALONSO, Arnaud DURANTHON, Julia SCHMITZ (dir.), *La pensée du doyen Hauriou à l'épreuve du temps : quel(s) héritage(s) ?*, Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2015, 712 p.

◇ ARTICLES

- En collaboration avec M. Christophe ALONSO et M^{me} Julia SCHMITZ : « Introduction » in Christophe ALONSO, Arnaud DURANTHON, Julia SCHMITZ (dir.), *La pensée du doyen Hauriou à l'épreuve du temps : quel(s) héritage(s) ?*, Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2015, 712 p.
- En collaboration avec M. Clemmy FRIEDRICH : « Présentation de la note de Maurice Hauriou sous l'arrêt CE, 4 mars 1910, Thérond » in TOUZEIL-DIVINA Mathieu (dir.), *Miscellanées Maurice Hauriou*, Le Mans : L'Épitoge, coll. Histoire(s) du droit, 2013, pp. 264-267 (introduction et première partie).

◇ NOTES DE JURISPRUDENCE

- En collaboration avec M. Maxime BOUL : « Et Peyrot périt : éloge funèbre d'un quinquagénaire inconnu. Note sous TC, 9 mars 2015, *Mme Rispal c. Autoroutes du Sud de la France* », *LPA*, n° 123, 22 juin 2015, pp. 15-21.

TRAVAUX EN COURS

- **Rédaction d'un ouvrage** : *État, Nation et territoire : les institutions du local*.
État d'avancement : Travail en cours.

- AUTRES ACTIVITÉS ACADÉMIQUES, ADMINISTRATIVES & ASSOCIATIVES -

◇ ACTIVITÉS INTERNATIONALES

- *Expert pour le Conseil de l'Europe* (Centre d'expertise pour la bonne gouvernance & Comité européen sur la démocratie et la gouvernance, 2019-) : réalisation de rapports et d'études ciblées.
 - Missions au service des réformes territoriales de l'Ukraine (août 2019), de la Lituanie (septembre 2019-janvier 2020) et de la Finlande (mai 2023) : municipalisation, régionalisation, différenciation.
 - Mission d'expertise et de préparation d'un projet de recommandation du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance relatif à la responsabilité démocratique des représentants élus et des organes électifs aux niveaux local et régional (2020-2021).
- *Professeur invité* à l'Université nationale *Taras Chevtchenko* de Kiev (Ukraine), novembre 2018 (16 heures de cours en anglais, programme ERASMUS+).

◇ ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES EN LIEN AVEC L'UNIVERSITÉ

- **Directeur délégué de Sciences Po Strasbourg**, en charge des études de second cycle (2020-2023).
- **Responsable pédagogique du Master 2** « Administration locale et régionale en Europe » (ALORE) de Sciences Po Strasbourg (2019-) : refonte de maquette, organisation de partenariats avec les collectivités locales, suivi des étudiants, élaboration de la nouvelle offre de formation 2024.
- **Coprésident de la section droit public** (02) de la faculté de droit, de sciences politiques et de gestion de l'Université de Strasbourg (2018-2022).
- **Cocréateur et codirecteur du diplôme d'Université** « *Cyberjustice* – Enjeux numériques de la Justice et du droit » (2017-).
- **Membre du comité des experts scientifiques** en droit public de la faculté de droit, de sciences politiques et de gestion de l'Université de Strasbourg (2017-).
- **Chargé de mission UNJF** de la faculté de droit, de sciences politiques et de gestion de l'Université de Strasbourg (2017-2020).
- **Responsable de l'intégration des nouveaux maîtres de conférences de droit public** (2018-2021).
- **Responsable d'amphithéâtre** (2017-2019).

◇ PARTICIPATION À DES JURYS DE CONCOURS ET À DES COMITÉS DE SÉLECTION

- **Examineur du concours interne de l'Institut National du Service Public** 2023.
- **Membre du comité de sélection** pour le recrutement d'un maître de conférences associé, Université de Strasbourg, 2023.
- **Examineur du concours interne de l'Institut National du Service Public** 2022.
- **Membre du jury du concours d'accès aux Classes Talents de l'Institut National du Service Public (INSP)/ Institut National des Études Territoriales (INET)** 2022.
- **Membre du jury du concours d'accès aux Classes Talents de l'Institut National du Service Public (INSP)/ Institut National des Études Territoriales (INET)** 2021.
- **Membre du comité de sélection** pour le recrutement d'un maître de conférences associé, Université de Strasbourg, 2021.
- **Rédacteur du sujet de composition du concours externe d'attaché territorial** 2020.
- **Membre du comité de sélection** pour le recrutement d'un maître de conférences, Université de Strasbourg, 2020.
- **Coordinateur et vice-président du comité de sélection** pour le recrutement d'un maître de conférences, Université de Strasbourg, 2019.
- **Rédacteur du sujet de note du concours externe d'attaché territorial** 2018.
- **Membre du comité de sélection** pour le recrutement d'un maître de conférences, Université de Strasbourg, 2018.
- **Membre du jury du concours d'entrée à l'École Régionale des Avocats du Grand-Est (ERAGE)**, 2017-2023, épreuve de droit administratif. Président de jury (2019-2023).

◇ PARTICIPATION AUX INSTANCES UNIVERSITAIRES

- Membre élu du **Conseil National des Universités (CNU)** (Collège B, Section 02, 2019-).
- Membre de droit du **Conseil d'administration** de Sciences Po Strasbourg (2020-2023).
- Membre élu du **Conseil de la faculté** de droit, de sciences politiques et de gestion de l'Université de Strasbourg (collège B, 2018-2022).
- Membre élu du **Conseil de laboratoire** de l'Institut Maurice Hauriou de l'Université Toulouse 1 Capitole (collège des doctorants, 2012-2015).
- Membre élu du **Conseil scientifique** puis de la Commission de la recherche de l'Université Toulouse 1 Capitole (collège des doctorants, 2012-2014).
- Membre nommé du **Conseil de la documentation** de l'Université Toulouse 1 Capitole (2012-2014).
- Membre suppléant du **Conseil de laboratoire** de l'Institut Maurice Hauriou de l'Université Toulouse 1 Capitole (collège des doctorants, 2011-2012).

◇ AUTRES ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

- Membre nommé du **Conseil national de la formation des élus locaux** par arrêté du 28 janvier 2021 de M^{me} la ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités locales.

◇ VULGARISATION

- **Commissaire scientifique** de l'exposition « 40 ans de décentralisation » organisée par la Collectivité européenne d'Alsace et Départements de France, 2023 : rédaction des textes, choix iconographiques et organisation générale de l'exposition.

◇ ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

- Responsable scientifique et organisateur du colloque annuel de l'*Association française de droit des collectivités locales* 2020 : « *Peut-on encore définir la collectivité territoriale ?* », septembre 2021.
- Co-responsable scientifique et co-organisateur du colloque « *L'Autriche-Hongrie des années 1866-1918 : une contribution exceptionnelle à la protection juridictionnelle des droits de l'Homme* », en collaboration avec Mme Catherine HAGUENAU-MOIZARD (professeur, Université de Strasbourg) et Krzysztof WOJTYCZEK (juge à la Cour européenne des droits de l'Homme), 17/18 novembre 2017.
- Membre du comité scientifique du colloque « *Droit(s) de la nuit* » organisé par l'Association des doctorants et docteurs de l'Institut Maurice Hauriou, 31 mars 2017.
- Organisation d'une conférence-débat consacrée à Maurice Hauriou et à la biographie réalisée par M. le Pr. Jean-Michel BLANQUER et M. Marc MILET, Université Toulouse 1, septembre 2015.
- Membre du comité d'organisation du colloque *Destins des collectivités politiques d'Océanie* organisé à Nouméa en mars 2011.

◇ EXPERTISE & ÉVALUATION SCIENTIFIQUE

- Expert évaluateur d'un projet d'ouvrage pour la revue « *Droit et société* » (2021).
- Expert évaluateur d'un article pour la revue « *L'Espace politique* » (2019).
- Expertise d'un dossier de demande de financement d'un projet de recherches pour la région Nouvelle Aquitaine, programme *Aquit'aides*, 2019.

◇ DIRECTIONS ET JURYS DE TRAVAUX UNIVERSITAIRES

- Direction du mémoire de M. Lucas RAKOTOARIVONY, Institut national du service public (CIL), « *Mise en place d'une fonction publique territoriale : enjeux et défis pour Madagascar* » (2023).
- Direction du mémoire de M. Rodolphe SÉRI, Institut national du service public (CIP), « *Nouvelle gouvernance des collectivités territoriales pour une décentralisation performante en Côte d'Ivoire* » (2022).
- Direction du mémoire de M2 de M. Maxime MATZ, Université de Strasbourg (M2 Droit public), 2020.
- Direction du mémoire de fin d'études de M. Antoine MOREL, Sciences-Po Strasbourg : « *Les compétences sociales des départements* » (2020).
- Direction du mémoire de M. Sayouba TONDE, École Nationale d'Administration (CIP), « *Processus de décentralisation et crise sécuritaire au Burkina Faso: enjeux et perspective* » (2020).
- Direction du mémoire de M. Abou SOW, École Nationale d'Administration (CIP), « *La contribution de la décentralisation au développement d'une politique d'attractivité par les territoires en France : Quelles leçons pour le Sénégal ?* » (2020).
- Direction du mémoire de M. Chen LIU, École Nationale d'Administration (promotion Molière), « *Reconnaissance, soutien et encadrement : le rôle de l'État français dans l'action extérieure des collectivités territoriales françaises* » (2019).
- Membre du jury de soutenance de la thèse de M. Shaho Ghafur AHMED, « *Le rôle de la juridiction constitutionnelle fédérale dans la*

protection de la justice constitutionnelle. Le cas de l'Irak, de la Belgique et de la Suisse », ss. la dir. de Bertrand FAURE, Université de Nantes (2019).

- Direction du mémoire de fin d'études de M^{me} Tamara DANEN (M2 Droit de l'environnement, des territoires et des risques), « *Biodiversité et énergies renouvelables : approche juridique du développement de projets éoliens terrestres et photovoltaïques au sol* » (2019).
- Direction du mémoire de M. Alhousséini BOUBACAR, École Nationale d'Administration (CIP), « *Les défis de la réforme territoriale au Mali : entre ambitions et contradictions* » (2019).
- Direction du mémoire de M2 de M^{me} Charlotte NÉLIS, Université de Strasbourg (M2 Droit public), « *La régulation du foncier agricole face aux transformations du rapport à la terre* » (2019).
- Membre du jury pour la soutenance de la thèse professionnelle de Mastère de M. Tony RENUCCI, École nationale d'administration (ENA), novembre 2018.

○ Direction du mémoire de fin d'études de M^{me} Sandra GUELL, Université de Strasbourg (M2 Droit de l'environnement, des territoires et des risques), « *La continuité des compétences du maire sur le territoire communal à l'épreuve de la création d'une réserve naturelle nationale* » (2018).

○ Direction du mémoire de fin d'études de M. Archibald STENGER, Sciences-Po Strasbourg : « *La réorganisation de la communauté du renseignement face à la montée du terrorisme en France* » (2018).

○ Direction du mémoire de fin d'études de M^{lle} Julie GOULARD, Sciences-Po Toulouse : « *La répartition des compétences économiques entre région et métropole : l'exemple de la région Occitanie* » (2017). Mémoire lauréat du troisième prix du mémoire de l'AFIGESE.

○ Membre, depuis 2018, du jury du prix du mémoire de l'Association française de droit des collectivités locales.


◇ ACTIVITÉS ASSOCIATIVES EN LIEN AVEC L'UNIVERSITÉ

- Membre du Conseil d'administration de l'Association Française pour le Droit des Collectivités Locales (AFDCL).
- Membre d'honneur de l'Association Française pour la recherche en Droit Administratif (AFDA) sur décision de l'AG du 8 juin 2017.
- Membre du comité de rédaction du *Journal du droit administratif*.
- Membre de la *Maison de la Mélanésie – Paul de Deckker*.
- Membre du *Collectif l'Unité du Droit* (CLUD).
- Président-fondateur de l'Association des Doctorants et Docteurs de l'Institut Maurice Hauriou (ADDIMH) de mars 2015 à octobre 2016.

- DIVERS -

- **Officier de réserve opérationnelle (RO1)** (Armée de Terre) en activité, affecté à l'état-major de la 2^e brigade blindée (2^e BB). Formation à l'École militaire des aspirants de Coëtquidan (EMAC) et à l'École supérieure des officiers de réserve spécialistes d'état-major (ESORSEM) (mobilisé entre 70 et 90 jours / an).
- **Adjoint au maire** de Saint-Pierre-de-Lages (Haute-Garonne, 1 000 hab.) en charge du budget, des affaires financières et juridiques, conseiller communautaire de 2011 à 2014.
- **Conseiller municipal délégué** à la culture et de la communication de 2008 à 2011.
- **Langues** : anglais (C1), espagnol (B1), allemand (A1).

- DISTINCTIONS -

-  Médaille des réservistes volontaires de défense et de sécurité intérieure, échelon bronze, agrafe « Garde nationale » (2023) ;
- Médaille d'honneur du Sénat (2016).